

[Text]

Our support of the government's decision to enter the negotiations was based on the following four objectives: first, to preserve and enhance the Canada-U.S. Free Trade Agreement itself. NAFTA has a lot more to do with Canada-U.S. relations than it has to do with Canada's relatively small trading relationship with Mexico. Mexico ranks only eighteenth on Canada's list of most important trading partners. The United States, as we all know, is by far and away our most important partner. NAFTA, we believe, has helped to solidify our trading relations with the United States and has opened up new access for Canadians into our number one market.

The second objective is to promote the principle of trade liberalization. As a trade-dependent country Canada's domestic economic vitality is inextricably linked to our performance in the global marketplace, to the openness of the international arena and, indeed, to cooperative internationalism.

NAFTA, it was hoped, would help to invigorate the GATT round, which had been faltering. NAFTA, by helping to improve the transparency and the predictability of international commerce, is a helpful complement to the GATT. Furthermore, NAFTA, by breaking new ground, for instance on the environment and on intellectual property, can lead the way to greater worldwide multilateral cooperation.

The GATT secretariat in a public release on NAFTA noted:

The agreement is the latest example of the application of Article 24 of the GATT.

The GATT concluded by saying:

NAFTA represents a major development within the world economy, especially since these countries play a prominent role in the Uruguay round of multilateral negotiations.

The third objective is to promote Canada as a site for inward investment and business alliances. As a member of the NAFTA negotiations Canada has been able to avoid the creation of a hub-and-spoke arrangement whereby the United States, with separate bilateral agreements with Canada and Mexico, would have been the logical first port of call for inward investment from non-NAFTA countries.

• 1105

Since the signing of the FTA Canada has been the recipient of a net inflow of capital from the United States, and a continuing increase in the amount of foreign direct investment from Europe. We believe these realities can be expected to continue as a result of Canada's involvement in NAFTA.

The fourth objective is to expand Canadian market access to Mexico. Since Mexico's accession to the GATT in 1986 and the dramatic economic reforms of the Salinas government, Canadian business confidence in the Mexican

[Translation]

Nous avons appuyé la décision du gouvernement de participer aux négociations en raison des quatre objectifs suivants: d'abord, conserver et renforcer l'Accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis. L'ALÉNA porte beaucoup plus sur les relations entre le Canada et les États-Unis que sur les relations commerciales relativement modestes entre le Canada et le Mexique. Le Mexique ne se classe que 18<sup>e</sup> parmi les grands partenaires commerciaux du Canada. Comme nous le savons tous, les États-Unis sont de loin notre partenaire commercial le plus important. Nous estimons que l'ALÉNA a renforcé nos relations commerciales avec les États-Unis et a développé l'accès des Canadiens à leur marché le plus important.

Notre deuxième objectif, c'est de promouvoir le principe de la libéralisation du commerce. Le Canada dépend beaucoup du commerce extérieur, et, donc, sa vitalité économique intérieure est très étroitement liée à sa performance sur le marché mondial, à l'ouverture sur la scène internationale, et, bien sûr, à sa volonté de collaborer sur le plan international.

On espérait que l'ALÉNA pourrait aider à donner un nouveau souffle aux négociations du GATT, qui étaient en difficulté. En rendant le commerce international plus transparent et plus prévisible, l'ALÉNA est un complément utile au GATT. En outre, en sortant des chemins battus dans les domaines de l'environnement et de la propriété intellectuelle, par exemple, l'ALÉNA peut mener vers une plus grande collaboration multilatérale à l'échelle mondiale.

Dans un communiqué de presse sur l'ALÉNA, le secrétariat du GATT a noté ce qui suit:

L'entente est l'exemple le plus récent de l'application de l'article 24 du GATT.

Le secrétariat a conclu en disant:

L'ALÉNA représente un grand progrès au chapitre de l'économie mondiale, notamment parce que ces pays jouent un rôle important aux négociations multilatérales de la ronde Uruguay.

Notre troisième objectif est d'encourager les gens d'affaires à investir au Canada et à y faire des alliances commerciales. En tant que participant aux négociations de l'ALÉNA, le Canada a pu éviter la création d'un réseau en étoile dans lequel les États-Unis, grâce à des ententes bilatérales conclues séparément avec le Canada et le Mexique, auraient été logiquement la première porte d'entrée pour les investissements des pays qui ne sont pas signataires de l'ALÉNA.

Depuis la signature de l'ALÉ, le Canada a bénéficié d'une entrée nette de capitaux des États-Unis, ainsi que de plus en plus d'investissements directs de l'Europe. Nous croyons que ces investissements vont continuer grâce à la participation du Canada à l'ALÉNA.

Notre quatrième objectif, c'est d'augmenter l'accès du Canada au marché mexicain. Depuis l'adhésion du Mexique au GATT en 1986 et les réformes économiques draconiennes du gouvernement Salinas, les gens d'affaires canadiens ont de